

Vaud

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **66 (1978)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-275181>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

D'un canton à l'autre

Genève

Cours en emploi pour aides familiales: 60 collaboratrices formées depuis 6 ans

Neuf aides familiales ont reçu, le 22 février, leur diplôme décerné par la Fédération genevoise des services d'aide familiale. C'est l'aboutissement de 16 mois d'étude, comportant 700 heures de cours théoriques, complétés par des stages pratiques dans deux institutions sociales et auprès de familles ou de personnes âgées.

Cette formation, combinant la théorie et la pratique, rétribuée, est ouverte à des femmes âgées de 30 à 45 ans, possédant donc déjà une certaine expérience de la vie. En comptant les 9 aides familiales fraîchement diplômées de la 6^e volée, ce sont en tout 60 femmes qui ont bénéficié de ce cours en emploi, subventionné conjointement par les départements de l'Instruction publique et de la Prévoyance sociale et de la santé publique.

L'aide familiale, on ne le répètera jamais assez, est une femme d'expérience, dotée d'une solide formation professionnelle, qui vient donner le coup de main nécessaire à une famille ou à une personne seule dans une situation difficile à cause de la maladie, de circonstances accidentelles ou de l'âge.

AML

Pétition de Terre des femmes pour un refuge: Renvoi en commission pour réexamen

La pétition du mouvement Terre des femmes demandant à la ville de Genève un refuge pour les femmes battues a été traitée par le Conseil municipal dans sa séance du 21 février. Conclusions de la commission des pétitions dont le rapporteur était Mlle Marie-Claire Messerli (libérale):

1. Procéder à une étude globale en collaboration avec l'Etat, notamment avec

l'Office de protection de la jeunesse, afin de voir de quelle manière une aide morale et financière aux femmes battues peut être accordée.

2. Entrer en relations avec les organes existants, tel le Foyer de la femme de l'Armée du Salut, afin d'étudier avec des personnes compétentes une amélioration concrète de la situation des femmes battues, en perfectionnant l'accueil et en établissant une permanence 24 heures sur 24; envisager la possibilité d'octroyer une aide financière dans le cadre du budget pour les prochaines années.

Deux conseillers municipaux, Mme Nelly Wicky (Parti du travail) et M. Dominique Ducret (Démocrate-chrétien) expriment leur déception à l'égard du rapport de la commission. Une discussion s'engage pour tenter de déterminer à qui donner la préférence pour apporter une aide concrète aux femmes battues: le Foyer de l'Armée du Salut ou le mouvement Terre des femmes (qui s'est divisé en deux groupes). Mlle Messerli propose de renvoyer la pétition en commission pour réexamen.

D'après la fondatrice de Terre des femmes, Mme Geneviève Piret, il n'est plus nécessaire d'apporter la preuve de la nécessité d'un refuge pour les femmes battues. Pendant la première année d'existence du mouvement, pas moins de 150 femmes, à Genève seulement, ont été entourées et conseillées utilement par d'autres femmes qui, souvent, avaient connu les mêmes problèmes. Deux tiers d'entre elles ont été temporairement hébergées dans l'appartement de Mme Piret, ou chez d'autres femmes.

Aujourd'hui, le mouvement s'est doté de statuts et, pour l'instant, une permanence fonctionne 24 heures sur 24, au 3, av. Weber, tél. 31 3897.

Un groupe de femmes s'est séparé de Mme Piret à la fin de l'année dernière, pour agir selon ses propres méthodes,

avec un même but de solidarité active dans les femmes battues. Sa permanence est ouverte tous les jours de 14 à 24 heures au 9, rue Vallin, tél. 32 64 51.

A.-M. L.

Union des femmes et Association genevoise pour les Droits de la femme

Les consultations juridiques gratuites organisées par l'Union des femmes et l'Association genevoise pour les droits de la femme, tous les mercredis de 19 h. 30 à 21 h., ont lieu jusqu'au 15 mars 1978 inclus, au local de l'Union des femmes, 22, rue Etienne-Dumont, 1^{er} étage.

Elles n'auront pas lieu pendant les vacances de Pâques, c'est-à-dire les mercredis 22 et 29 mars.

Elles reprendront dès le 5 avril 1978 à leur nouvelle adresse: 13, rue Verdaine, 2^e étage, dans les locaux du BIS (Bureau d'information sociale).

Quelle femme ayant vécu l'ABLATION d'un SEIN collaborerait à l'organisation bénévolement d'un soutien personnel aux récentes opérées?

Information: cecp 34 - 1231 Conches-Genève.

Centre de liaison

Le centre de liaison des associations féminines genevoises vous informe que son assemblée générale se tiendra le 4 avril 1978 dans la grande salle de la Taverne de la Madeleine, 1^{er} étage, 20, rue Toutes-Armes, à Genève.

A l'ordre du jour:

- élection ou réélection des membres du comité et de la présidente, pour un nouveau mandat de 3 ans;
- ratification de nouveaux membres;
- information sur la procédure fédérale de consultation au sujet de l'initiative sur l'égalité des droits entre hommes et femmes.

compagnie d'assurance à La Chaux-de-Fonds, elle milite à l'ADF des Montagnes neuchâteloises en qualité de membre de son comité. Mlle Vuilleumier sera la dixième citoyenne à figurer parmi les membres du Grand Conseil neuchâtelois.

A P'ADF

Le recouvrement des pensions alimentaires

Me Claudine Gabus a été sollicitée par l'ADF des Montagnes neuchâteloises à exposer ce sujet en petite conférence suivie d'un débat-discussion. Me Gabus est spécialiste des problèmes féminins en matière juridique. Ses consultations pour les femmes sont bien connues dans le bas du canton. En termes simples, clairs, sans périphrases, elle a fait le tour de ce problème de haute actualité, s'attachant à souligner le lien affectif qui retient la mère à l'enfant, à dénoncer la fuite du père qui tente d'échapper à ses devoirs d'entretien envers l'enfant ou envers sa femme divorcée. D'une récente enquête, il ressort que la moitié sinon les deux tiers des pensions alimentaires ne sont pas payées ou ne le sont qu'avec retard.

Il existe aujourd'hui déjà, sur le plan cantonal, et dans plusieurs cantons (Zurich, Genève, Vaud, Grisons, etc.) des possibilités de récupérer ou de faire rentrer, par des offices compétents, les pensions alimentaires, voire de les avancer sans garantie d'être couvert, l'Etat étant mieux placé pour intervenir que le simple particulier.

On peut, dans l'ensemble du pays, procéder de deux manières, soit en ayant recours à l'Office des poursuites qui prend l'affaire en main, mais exige préalablement le versement des frais qu'il devra supporter. Si le père échappe à la poursuite par un acte de défaut de biens, les chances d'aboutir sont quasi nulles. Soit en recourant à la plainte pénale qui peut être dégradante pour le débiteur, mais souvent ne manque pas d'efficacité. Si la plainte reste sans effet, le débiteur sera condamné à une peine légère, mais la femme n'en tirera aucun bénéfice.

Ces procédures n'étant pas garantes de succès, la Confédération a émis le vœu d'une intervention plus efficace. Elle ne peut qu'émettre un vœu car les mesures d'application sont du ressort des cantons. Aussi le nouveau droit de filiation fait-il un devoir aux cantons d'instituer un office d'aide et de conseils aux femmes en de telles difficultés (Office des mineurs ou auto-

rité tutélaire). Dans le canton de Neuchâtel, ce problème a été soulevé en 1971 déjà par Me Maurice Favre, sous forme d'un projet de loi demandant que l'Etat avance les pensions alimentaires aux femmes en difficulté. Mais, sous l'effet de la récession, cette proposition a été muée en motion par le Conseil d'Etat. En 1975, précisons simplement que l'Etat crédite les frais de poursuite et accélère les procédures. Il faut donc souhaiter instamment que les cantons retardataires suivent dès que possible l'exemple des cantons à l'avant-garde qui ont déjà institué les offices recommandés par la Confédération.

Les consultations juridiques gratuites organisées par l'ADF à La Chaux-de-Fonds enregistrent un succès qui dépasse les prévisions. Elles continuent.

Le comité cantonal de l'ADF se réunit fin février à Neuchâtel pour faire le point de la situation et envisager les actions au programme de l'année 78.

Ces infatigables consommatrices

Non contentes de batailler pour obtenir la déclaration des composants qui entrent dans la fabrication des produits alimentaires, de déclarer et d'encourager le boycott des « produits muets » qui taisent cette mention et d'avertir les fabricants en cause que tel ou tel de leurs produits sont mis à l'index...

Non contentes d'inviter la population à réfléchir sur le coût exorbitant de la santé et sur l'abus des médicaments qui porte atteinte à la santé en conduisant une enquête auprès de 400 personnes à l'échelle du canton (nous aurons l'occasion de revenir sur les résultats et conclusions de cette enquête après la conférence de presse qui sera donnée à ce sujet), les voilà qui s'en prennent à l'eau du robinet et demandent au chimiste communal de Neuchâtel et à l'inspecteur cantonal des eaux et toxiques d'exposer leur point de vue dans une conférence-débat, sur les qualités, ou défauts, de cette eau qui coule de source. La place nous étant mesurée, nous ne pouvons nous étendre sur les détails de cette intéressante conférence. Mais relevons au moins ses conclusions: l'eau du robinet n'est pas nocive. Elle est souvent meilleure que l'eau servie en bouteille avec une étiquette séduisante et que les eaux minérales, bien qu'elle soit traitée au

Jura-Sud

La Constitution bernoise soumise au peuple

La création du canton du Jura implique une modification des frontières du canton de Berne, d'où une adaptation de la Constitution bernoise. Le peuple a été appelé à se prononcer sur la révision constitutionnelle le 26 février 1978.

La séparation des trois districts septentrionaux réduit considérablement la partie francophone du canton. Ce ne seront plus que 8% de la population qui parleront français. D'autre part, le district de langue allemande — le Lauffonais — se trouvera dans une situation d'enclave.

Une loi dite de coopération était proposée au peuple, aux termes de laquelle les relations des minorités avec le grand canton sont définies.

Un comité s'est formé pour défendre les objets de la votation, comité au sein duquel figure le nom d'une femme, Mme Claire-Lise Renggli, de Bienna.

La sauvegarde des particularités

Les trois districts méridionaux du Jura et Bienna romande ont des intérêts spécifiques à sauvegarder: la langue française, la culture qui fut toujours la leur, un territoire.

Les nouvelles dispositions constitutionnelles devraient permettre une législation qui tend au rayonnement des deux groupes linguistiques. Depuis 1846, le Jura a deux représentants au Conseil exécutif. Dès la création effective du futur canton, le nombre des représentants au gouvernement sera réduit à une personne, selon les dispositions de la constitution fédérale. Quant au seul représentant jurassien aux Etats, il semble qu'il n'y aura plus sa place. L'ancien canton seul pourra s'y faire représenter. Le Grand Conseil, pour sa part, fonctionne déjà avec un effectif réduit lorsqu'il agit des affaires du Jura bernois: 187 au lieu de 200 députés.

Afin de sauvegarder avec efficacité les intérêts du Jura qui demeure bernois, l'idée d'une double majorité accordée aux députés minoritaires a été écartée. S'ils sont majorisés lors d'un vote concernant les besoins spécifiques de leur région, ils pourront demander qu'un nouveau vote ait lieu, sur une autre réglementation, applicable à leur seule région.

Ces nouveaux droits de coopération incluent également la collaboration inter-cantonale, notamment pour le Lauffonais jouxtant Soleure et Bâle.

Organisation interne

Dès 1975, après les plébiscites qui confirmeront la fidélité du sud du Jura et du Lauffonais à Berne, les responsables politiques des districts francophones et de Bienna romande s'organiseront. Ils fonderont une association, se donneront un secrétaire permanent que dirige l'ancien vice-chancelier cantonal, M. André Ory.

Les travaux des responsables aboutiront à la création d'une Fédération des communes du Jura bernois. Sur 50 communes, 46 sont représentées au moment de la fondation (décembre 1977). Les absentes ont encore à se prononcer.

La Fédération des communes du Jura bernois (FCJB) est avant tout un instrument de collaboration intercommunale. Elle comprend plusieurs commissions qui poursuivront différents buts d'information, de création d'infra-structures techniques, et d'équipements socio-culturels, de planification d'aménagement du territoire, de développement de l'économie, de relations extérieures, etc.

Les dépenses seront couvertes par les cotisations des communes membres et par des subventions cantonales ou par des dons de tiers.

Contestation autonomiste

La Fédération des communes est contestée par les autonomistes qui repré-

sentent environ un tiers de la population. La où les communes ne se sont pas affiliées, c'est qu'ils ont usé de leur influence. Pour eux, la fédération ne garantit pas suffisamment la défense de la langue ou des particularités culturelles. Du moins, pas sur le plan cantonal.

Quant à la modification de certaines dispositions cantonales, les autonomistes déplorent qu'il faille perdre un siège au gouvernement, un autre au Conseil des Etats. A leurs yeux, l'affaiblissement de la représentation jurassienne francophone au sein des autorités est une perte de garantie quant à la sauvegarde de leur patrimoine culturel.

En ce qui concerne le Grand Conseil, une nouvelle réglementation devrait être élaborée ultérieurement, en vue des élections de 1982, afin qu'il soit à nouveau formé de 200 députés. Rien n'est prévu à ce sujet dans la révision actuelle de la constitution.

Autre objet de contestation: la disparition de la mention de « peuple jurassien » dans la nouvelle constitution. Depuis 1950, Berne avait reconnu que sa population était composée de deux peuples: celui de l'ancien canton alémanique et celui du Jura francophone. Or, cette distinction va disparaître. Les autonomistes ont déjà manifesté leur désapprobation à ce sujet, disant notamment que cette décision du Grand Conseil leur enlève leur identité.

Déception des femmes autonomistes. Sur dix-sept sièges que compte le conseil de la FCJB, aucune femme n'y sera.

A.-M. S.

Suisse alémanique

Schaffhouse Le Grand Conseil schaffhouseois a élu une femme, Mme Esther Bührer, à la présidence pour l'année 1978. Mme Bührer est socialiste, c'est la première fois qu'une femme préside le Grand Conseil de ce canton.



Zurich Mme Elisabeth Kopp est l'unique « femme-syndic » zurichoise, étant maire de la commune de Zumikon. Elle vient d'être élue présidente de la Fondation pour un ombudsman des consommateurs. Elle succède à M. Franz Josef Kurmann, ancien président du PDC suisse, qui est devenu entre-temps l'ombudsman en question.

Vaud

47^e journée des femmes vaudoises

Le centre de liaison des associations féminines vaudoises et la Commission féminine de l'Union européenne ont le grand plaisir de vous convier à la 47^e Journée des femmes vaudoises qui aura lieu mardi 7 mars 1978, dès 9 h. 45, à la salle des 22 Cantons du Buffet de la Gare CFF de Lausanne.

Programme

9 h. 45 — Bienvenue. Message du Gouvernement vaudois par M. le Conseiller d'Etat Marc-Henri Ravussin, chef du Département des travaux publics. Allocations de Mme K. Feldges, présidente de l'Union européenne de Suisse et de Mme Jacqueline Berenstein, présidente de l'Alliance de sociétés féminines suisses.

« Conséquences de la baisse de la natalité et du vieillissement de la population en Europe, particulièrement en Suisse », exposé de M. Hermann-Michel Hagmann, Dr ès sciences sociales, chargé de cours de démographie à l'Université de Genève.

La conférence sera suivie d'un débat présidé par M. Jean-Claude Eggimann, président de la section vaudoise de l'Union européenne. Y prendront part: M. Henri Riiben, professeur à l'Université de Lausanne, Mme Elisabeth Guyot, collaboratrice à l'Office de statistique de l'Etat de Vaud et M. H. Heinzmann, secrétaire de la Commission consultative pour le problème des étrangers.

Discussion générale.

12 h. 45 — Repas à la salle des Vignerons.

14 h. 15 — « Les fontaines vaudoises », causerie, illustrée de clichés, par M. Paul Bonard, professeur.

Comme d'habitude, une finance d'entrée de Fr. 5.— sera demandée pour couvrir les frais de la journée.

CORREF: 18 femmes ont terminé le premier stage, les illusions sont tombées mais une nouvelle confiance est née

Le 10 février, dix-huit femmes ont terminé le premier stage de formation préliminaire et d'orientation professionnelle, mis sur pied par CORREF, cette association regroupant une trentaine de femmes qui a créé un Centre d'orientation, de réinsertion professionnelle et de rencontre pour les femmes à Genève.

« Le stage a duré juste ce qu'il fallait, cinq semaines, observe l'une des stagiaires. La dernière semaine, je plaiffais d'impatience. De spectatrice, j'allais bientôt devenir actrice. »

Ces femmes qui ont eu le cran de s'astreindre pendant cinq semaines à une discipline qui les a obligées à changer l'organisation de leur vie quotidienne, font partie de ce 70 % de femmes domiciliées en Suisse qui n'exercent pas d'activité lucrative. Elles ont décidé, un jour, de changer quelque chose à leur vie. Elles ont même réfléchi avant de téléphoner à CORREF pour se renseigner sur ce stage.

Leurs motivations, ce sont celles de toutes les femmes qui les ont précédées dans cette démarche, celles qui se sont inscrites aux stages de Retrouvaille, mis au point à Paris par Evelyn Sullerot: vide, engourdissement, léthargie, solitude, manque de confiance en soi, complexe d'infériorité. L'une des stagiaires de CORREF résume: « Je mourrais de peur avant de commencer le stage. »

Ces dix-huit femmes ont commencé leur stage le 9 janvier. Elles ont de 31 à 55 ans; la majorité d'entre elles sont mariées, mères, autour de la quarantaine.

Leur animatrice, Mme Danielle Friedli, membre de CORREF, est, elle aussi, mariée et mère de quatre enfants. Elle a reçu sa formation à Retrouvaille Paris. « Le stage a lieu du lundi au vendredi, de 8 heures à midi, car, précise-t-elle, il faut faire l'apprentissage de la vie au travail qui ne tient pas compte du congé des écoliers. »

Ce stage, rappelons-le, comporte trois volets: connaissance de soi, stimulation et développement des aptitudes; information sur le monde du travail; bilan, orientation consciente et rationnelle. Tout ceci en vue de préparer les stagiaires à choisir elles-mêmes, en connaissance de cause, leur orientation. Qui peut déboucher sur une recherche d'emploi, un perfectionnement professionnel ou une formation.

« Ce stage, ainsi que le décrit l'une des participantes, n'a pas été un endroit d'où on lance les femmes dans le monde du travail à tout prix, ce qu'elle avait redouté. Mais au contraire, un endroit où on lui a permis de choisir et de porter sur le monde du travail un autre regard. »

Les illusions sont tombées à l'issue du stage. Mais elles ont été remplacées par une confiance nouvelle: « Aujourd'hui, comme au premier jour, l'avenir est un point d'interrogation, mais l'espoir et l'imagination sont là en plus. »

Ces dix-huit femmes ont constaté que toutes avaient les mêmes problèmes et que leur animatrice s'était trouvée dans la même situation. Déjà pendant le stage, elles ont commencé à s'entraider. Maintenant qu'il est terminé, elles ont décidé de se constituer en association pour garder le contact entre elles. Certaines cherchent activement un emploi ou l'ont déjà trouvé. D'autres veulent terminer leurs études secondaires, suivre des cours de culture générale ou encore entreprendre une formation professionnelle. Toutes demeurent en contact avec leur animatrice pour des conseils ou des adresses. Ce qui fait partie, du reste, des fonctions de celle-ci qui, comme Retrouvaille à Paris, ne « lâche » pas ses stagiaires dans la nature après le stage.

Mme Friedli a été sidérée par la transformation que le stage a opérée sur les sta-

Association genevoise pour les droits de la femme: groupes de travail sur des thèmes d'actualité

L'Association genevoise pour les droits de la femme a tenu son assemblée générale le 20 février à l'Institut national genevois. Sa présidente, Mme Marie-Jeanne Mercier, a été réélue par acclamation; son comité, élu à l'unanimité.

Le projet immédiat de l'AGDF est de susciter la constitution de petits groupes de travail qui effectueraient une recherche sur un thème d'actualité intéressant les femmes. Le comité a suggéré trois thèmes pour l'instant: Egalité des salaires; comment parvenir à la faire appliquer? L'image de la femme reflétée par les « mass media ».

« Révision du chapitre du divorce, afin d'amener les femmes à faire elles-mêmes des suggestions. »

Les membres — il y en a quelque 300 aujourd'hui à l'AGDF — sont invités à participer à l'un de ces groupes de travail ou à suggérer d'autres thèmes qui pourraient être traités. En prenant contact

avec Mme Mercier, 2, rue du Vidollet, 1202 Genève.

L'idée de ces groupes de travail a été lancée au cours de l'assemblée générale de l'Association suisse pour les droits de la femme à Montreux. En vue de favoriser une participation active des membres des associations cantonales à des recherches qui les intéressent plus particulièrement.

A l'AGDF, l'autre soir précisément, Mme Janine Chassot, membre du comité romand de la Fédération romande des consommatrices, a proposé des pistes de réflexion à l'un des trois groupes, au cours d'un exposé abondamment illustré sur l'image de la femme dans la publicité. Depuis lors, ses auditrices, feuilletant les magazines féminins ou familiaux, jettent un

nouveau regard sur la publicité. Lors de cette assemblée générale, il a été fait rapport, notamment, sur le succès recueilli par les consultations juridiques gratuites de l'AGDF, tous les mercredis de 19 h. 30 à 21 heures, à une nouvelle adresse cependant à partir du 5 avril: au Bureau d'information sociale (BIS), 13, rue Verdaine.

Il a aussi été souligné la réussite des cours d'information politique de l'automne dernier à propos du pouvoir judiciaire et des élections cantonales genevoises: plus de 100 personnes s'y sont inscrites.

L'AGDF se voit dans l'obligation de quitter son local à l'Union des femmes, laquelle liquide le sien à cause d'une hausse prohibitive du loyer. A ce propos, une représentante de l'Union des femmes a annoncé pour le 8 mars de 9 à 18 heures, une vente de bric-à-brac, suivie, le 16 mars, par une vente aux enchères, à 14 h. 15, de meubles et de vaisselle appartenant à cette association, au 22, rue Etienne-Dumont.

A.-M. L.

L'accouchement, merveilleuse aventure qui mérite d'être pleinement vécue par les femmes

L'accouchement est l'un des moments privilégiés de la vie des femmes. Il doit être vécu aussi pleinement que possible. Ce qui est réalisable lorsque les femmes sont en mesure d'y participer activement, parce qu'elles savent ce qui se passe à toutes les phases successives de leur grossesse et de leur accouchement.

C'est dans cette optique qu'ont été élaborés les cours de préparation à l'accouchement sans douleur proposés par la Section genevoise de la Croix-Rouge. Ils sont animés par une sage-femme formée à Paris aux techniques du cours Lamaze. Ils débiteront dès les premiers jours du mois de mars.

Les participantes, réunies en petits groupes de six au maximum, commenceront leur cours, toutes au même moment, et auront le choix entre deux formules: un cours de huit séances à partir du 6^e ou 7^e mois; ou bien un cours en deux phases, l'une débutant autour du 3^e mois, l'autre prenant le relais au 7^e mois.

Outre ce cours de préparation à l'accouchement, la Section genevoise de la Croix-Rouge organise également des cours de soins à la mère et à l'enfant, qui peuvent être suivis à n'importe quel moment de la grossesse, de façon à permettre aux futures mères de se préparer un programme équilibré, sans se surmener. Bien entendu, les futurs pères y sont aussi cordialement conviés.

Renseignements et inscriptions à la Section genevoise de la Croix-Rouge, 9, route des Acacias, tél. 42 77 50.

Anne-Marie Ley

giaires en cinq semaines: « Non seulement elles ont rajeuni, sont devenues plus dynamiques, malgré une vie personnelle pas toujours très facile. Mais aussi, elles m'ont émerveillées, lorsque j'ai lu leurs rapports de stage, où toutes sont parvenues à s'exprimer avec une précision et avec une richesse fantastiques, quel que soit leur niveau d'étude. »

Les dates des prochains stages: 10 avril au 12 mai, 22 mai au 23 juin.

Le prix varie suivant la situation familiale.

Une permanence téléphonique fonctionne tous les matins de 8 h. 30 à 11 h. 30 sauf le jeudi au (022) 21 29 01, 20, rue Toutes-Ames, 1204 Genève.

Vaud

Les élections communales vaudoises et la représentation féminine

L'enquête ADF sur les élections de novembre dernier est enfin terminée: ce n'était pas une petite affaire que de rechercher et analyser les résultats de 385 communes!

But de cette étude: savoir si, comme à l'étranger, on peut parler d'une baisse de l'intérêt des femmes pour la vie politique et une diminution de leur participation au pouvoir législatif et exécutif.

L'analyse des résultats vaudois permet de se montrer relativement optimiste: 21 femmes à l'exécutif de leur commune, 646 élus pour 6800 sièges (= 9,5 %, mais on peut être pas beaucoup, mais comme toutes les proportions augmentent par rapport aux élections de 1969 et de 1973, il y a de quoi se réjouir.

A l'exécutif: Dans les petites communes, celles dont tous les citoyens constituent le conseil législatif — elles sont au nombre de 262 — nous avons recensé 13 femmes nommées « conseillères municipales ». (Dans le canton de Vaud, le corps exécutif d'une commune s'appelle « Municipalité » ou « Conseil municipal ».)

Ce sont Mmes Josette Belet (Combrement-le-Grand), Dora Bettez (Champtauvoz), Germaine Duc (Villars-Bramard), Rose-Marie Geissbuhler (Combrement-le-Petit), Josette Lambert (Coincins), Rose-Marie Ogiz (Eclépens), Viviane Scott (Bogis-Bossey), Marianne Siegrist (Chavannes-des-Bois), Martine de Simone (Vinzel), Gabrielle Suter (Romainmôtier), Françoise Vautier (Duillier), Denise Verdon (Cudrefin), Thérèse Wallimann (Mex).

En 1969, il y avait 5 conseillères municipales dans ces petites communes, en 1973: 8.

Dans les grandes communes, celles qui élisent leur conseil législatif — elles sont 123 — les municipalités sont élues par les membres de ces conseils législatifs.

Nous avons recensé: 1 femme syndic, Claudine Pignet (Le Chenit), deux syndics, Jacqueline Dottrens (Gingins), Violette Eisenhut (Saint-Saphorin), Claudine Niccolier (Veveys), Thérèse Stockmann (Orbe), Jacqueline Vodoz (Paudex), Mirreille Wahlen (Gland).

C'est la première fois qu'il y a des conseillères municipales dans des grandes communes.

En ce qui concerne le législatif: Dans les petites communes, 76,4 % de communes (contre 59,5 en 1973) nous disent que les femmes participent autant que les hommes aux séances du « Conseil général » (= conseil législatif des petites communes vaudoises).

Dans les grandes communes, nous avons calculé les pourcentages de candidates et d'élus; voici la moyenne cantonale:

	1969	1973	1977
candidates	8 %	10,8 %	12,9 %
élus	5,7 %	7,1 %	9,5 %

On voit que le nombre des femmes dans les « Conseils communaux » (= conseil législatif des grandes communes) augmente régulièrement. Les électorales des communes ont la proportion de candidates ou d'élus a diminué ne doivent pas se décourager: le phénomène est sans doute passager; en statistique, il faut toujours considérer un ensemble avant de tirer une conclusion, or la majorité des communes voient leurs proportions augmenter: 85 (pour les candidates) et 77 (pour les élus).

Voici les noms de présidentes de conseils législatifs, du moins celles que nous avons pu recenser:

Petites communes — 7: Mmes Eliane Bardet (Chabrey), Madeleine Croutaz (Allaman), Annie David (Bussy), Françoise Fallet (Bassins), Mirella Mean (Romainron), Monique Muller (Moiry), Miette Tharin (Vaoudry).

Grandes communes — 5: Mmes Gilberte Cornaz (Lavigny), Françoise Delafontaine (Montreux), Georgette Thorrens (Sainte-Croix), Johanna Vonnet (Payerne), Lucienne Vuille (Yverdon).

Nos listes sont sans doute incomplètes et nous nous en excusons: les réponses des communes nous sont parvenues entre mi-novembre et fin janvier; certaines nominations sont intervenues après la réponse du secrétaire municipal et n'ont pas forcément paru dans les journaux. Nous regrettons beaucoup de ne pouvoir être plus exactes et nous prions les femmes dont le nom n'aurait pas paru ci-dessus de nous signaler leur nomination, non par orgueil, mais par souci de la vérité!

Un dernier chapitre de l'étude analyse les résultats dans les 43 communes qui pratiquent le système de la représentation

proportionnelle et qui présentent donc des listes par parti. Ce système d'élection toujours favorable aux minorités l'est également pour les femmes. Les moyennes sont en effet plus élevées: 15,3 % (pour les candidates) et 13,4 % (pour les élus).

Il est intéressant de voir les moyennes obtenues par les partis différents: aux deux bouts: le POP 27,3 % d'élus et le Parti radical 8,8 % d'élus.

Pour ceux et celles qui aimeraient connaître davantage de détails et obtenir l'enquête (15 pages), il suffit de verser Fr. 4. — au CCP 10-23980 Association vaudoise pour les droits de la femme, en indiquant au dos du coupon: « enquête élections ».

Simone Chapuis

Imposition de la femme mariée qui exerce une activité lucrative: une initiative

— En 1962, une des premières femmes députées, Juliette Hédiguer, posait une « question » au Grand Conseil, demandant qu'on se penche sur cette injustice bien connue.

— En 1967, le député Constantin (PDC) dépose une motion demandant la taxation séparée.

— En 1968, une initiative du POP concernant une révision fiscale demandait entre autres, une déduction de 10 % du salaire de la femme mariée exerçant une activité lucrative (maximum Fr. 1000.—). Votation populaire en 1970.

— En 1970, le député Gessenay (libéral) dépose une motion demandant l'arrêt de la progression du taux d'imposition à un certain pourcentage du revenu global du couple.

— En 1971, Janine Marguerat (députée radicale comme Juliette Hédiguer) lance une nouvelle motion proposant l'introduction d'une déduction de Fr. 1500.—.

— En 1975, Serge Neukomm (radical) dépose une motion demandant la taxation séparée.

Toutes ces propositions ont été écartées. Le double barème d'imposition a été introduit en 1972 (un taux-couples et un taux-célibataires) assorti d'une modeste déduction lorsque la femme mariée a un revenu pour un travail; cette déduction a été obtenue grâce à l'acharnement de Mme Marguerat et de quelques députés persuadés que le double-barème ne corrigeait pas du tout l'injustice existant envers la femme mariée exerçant une activité lucrative.

1977: les Femmes radicales vaudoises et les Jeunesses radicales-démocratiques vaudoises, avec l'appui du Parti radical démocratique vaudois proposent une initiative: pour une meilleure protection de la famille et l'amélioration du statut fiscal de la femme mariée.

Sa teneur est la suivante:

La loi sur les impôts directs cantonaux du 26 novembre 1955 est révisée

— pour éviter que les impôts d'un couple soient supérieurs à ceux de deux personnes distinctes jouissant du même revenu provenant d'une activité lucrative dépendante ou indépendante;

— pour introduire un système d'imposition équitable dans le cas où l'épouse n'exerce pas d'activité lucrative.

On ne peut que se réjouir qu'une initiative remette ce problème sur le tapis et oblige nos autorités à étudier sérieusement le problème. Jamais encore on n'a fait le compte exact de la masse salariale gagnée par des femmes dans notre canton. On nous objecte toujours un manque à gagner faramineux pour l'Etat si l'on introduisait la taxation séparée ou un autre système (à trouver) corrigeant l'injustice dont pâtissent non seulement les travailleuses mariées, mais les couples de travailleurs mariés. Car, faut-il le répéter, les couples non mariés — et ils sont nombreux — payent beaucoup moins d'impôts.

Personnellement donc, je souhaite que les 12000 signatures requises soient bien vite trouvées (délai 3 mois) et je recommande aux féministes vaudoises de faire venir des feuilles (pouvant contenir 15 signatures de la même commune) en écrivant à l'adresse suivante: JRDV, case postale 341, 1000 Lausanne 17.

Simone Chapuis

ADF: assemblée générale

Le 4 février, à Chexbres, avait lieu la 70^e assemblée générale de l'Association vaudoise pour les droits de la femme. C'était en même temps le 19^e anniversaire de la reconnaissance des droits politiques pour les Vaudoises et le 7^e anniversaire du suffrage féminin sur le plan suisse.

Assemblée générale le matin où il fut décidé par 34 voix contre 20 de recommander la signature de l'initiative: Pour une meilleure protection de la famille et l'amélioration du statut fiscal de la femme mariée. (A remarquer que les 20 voix « contre » n'étaient pas opposées à l'initiative, mais auraient préféré que la commission « Imposition de la femme mariée » de

l'ADF étudie la question à fond avant que l'association ne prenne position.) Les 34 autres ont été sensibles au fait que le délai pour récolter 12000 signatures n'est que de 3 mois et que, par ailleurs, cette initiative obligera les autorités à étudier le problème de l'imposition de la femme mariée encore bien injustement traitée dans notre canton.

L'ADF fait partie du comité de soutien de Barbara Fonjallaz, vigneronne d'Espes-les qui est menacée d'expulsion de la maison et de la vigne où elle travaille avec acharnement depuis la mort de son mari, il y a 3 ans; Mme Fonjallaz a 3 enfants déjà traumatisés par la mort accidentelle de leur père; la vigne appartient au beau-père résidant à Paris. C'est Paulette Govers qui représente l'ADF dans ce comité de soutien.

Le dîner réunissant invités officiels et membres de l'association autour d'un excellent « papet vaudois ».

L'après-midi était consacré à la présentation de 8 candidates aux élections cantonales (6 mars), de partis politiques différents: Anna Challet (PAI-UDC), Suzy Cornaz (Parti libéral), Marie-Louise Jost (Mouvement de protection pour l'environnement), Nicole Keller (Parti démocrate), Anne-Catherine Menetrey (POP), Violette Parosod (Parti socialiste), Danièle Perrin (Parti radical) et Anne Spagnoli (LMR).

« Premières » féminines

Mme Eliane Martinet vient d'être nommée huissier du Tribunal du district d'Aubonne. C'est la première fois que le Tribunal cantonal confie cette fonction, modeste certes, à une femme.

Autre événement au Tribunal: le ministre public, qui dirige le procureur général Willy Heim, compte un substitut de plus, en la personne de Mme Sorel de Haller. Le nouveau substitut devait déjà prononcer son premier réquisitoire, le mois dernier. Mme de Haller, d'origine anglaise, mais devenue Suisse par le mariage, a fait ses études à Lausanne. Licenciée en droit, elle prépare une thèse de droit administratif.

Officière et huissière

Mme Johanna Vonnet de Vers-chez-Savary (Payerne) a été nommée, au début de l'année « officier d'état civil ». Ce n'est pas la première ni la seule en ce moment et dans ce canton! Par contre, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup d'huissier du Conseil communal » en jupe: à l'Abbaye, Mme Yvette Guignard vient d'être confirmée dans cette fonction qu'elle exerce depuis 1974.